

ARRÊTÉ 2026-DCAT-BEPE- 198

du 21 MAI 2026

**imposant des prescriptions complémentaires relatives aux rejets et à la surveillance de
substances dangereuses dans le milieu aquatique à la société Lormafer,
sise rue de la Houve à Creutzwald**

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses livres II et V ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature en faveur de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;
- Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté le 18 mars 2022 ;

- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2019-611 du 12 décembre 2019 relatif à l'approbation des documents d'états des lieux des districts du Rhin et de la Meuse, établis en application des dispositions de l'article R.212-3 du code de l'environnement, relatif aux schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-DLP/BUPE-202 du 12 juillet 2013 modifié autorisant la société Lormafer à régulariser la situation administrative de ses installations situées sur le territoire de la commune de Creutzwald ;
- Vu** le positionnement de l'exploitant concernant la révision des modalités de rejets aqueux de ses installations, transmis par courriel à l'inspection des installations classées le 11 février 2019 ;
- Vu** le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, service chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 1^{er} avril 2026 ;
- Vu** le courrier préfectoral du 9 avril 2026 informant la société Lormafer des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;
- Vu** l'absence d'observations de la société Lormafer sur le projet d'arrêté préfectoral dans le délai imparti ;

Considérant que la masse d'eau réceptrice, La Bisten, est classée en mauvais état chimique et écologique lors de l'état des lieux de 2019 approuvé par l'arrêté préfectoral du 12 décembre 2019 susvisé ;

Considérant que les activités exercées dans l'établissement de Lormafer sis rue de la Houve à Creutzwald génèrent des rejets aqueux contribuant à la dégradation de la masse d'eau réceptrice ;

Considérant l'objectif de respect des normes de qualité environnementales dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/ CE révisée ;

Considérant qu'il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation d'exploiter de la société Lormafer pour atteindre une meilleure qualité environnementale du milieu récepteur ;

Considérant que le respect des prescriptions fixées ci-dessous est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Lormafer (ci-après désignée « l'exploitant »), dont le siège social est situé La Houve Siège 1 à Creutzwald (57 150), doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Creutzwald, les prescriptions du présent arrêté pour ses rejets aqueux.

Article 2 :

Les prescriptions de l'article 3.3.8.1 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 modifié susvisé, en ce qui concerne les rejets n°1 et n°3 vers le milieu récepteur, sont modifiées comme suit :

« Les valeurs limites d'émission prescrites permettent le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales définies par l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface et par les dispositions du SDAGE.

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Points de rejet n° 1 et 3:

- Débit maximal journalier (m³) : 15 par point de rejet ;
- Les effluents industriels rejetés aux points 1 et 3 doivent respecter les valeurs limites en concentrations figurant dans le tableau ci-dessous ;
- Les flux totaux journaliers (sommes des rejets aux points 1 et 3) ne doivent pas excéder les flux mentionnés dans ce même tableau.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
DBO5	1313	100,000	1 500
DCO	1314	300,000	4 500
MEST	1305	100,000	1 500
Azote Global	1551	15,000	225,00
Azote Kjeldahl	-	15,000	225,00
Phosphore total	1350	2,000	30,00
AOX		1,000	15,00
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,100	1,50
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,050	7,50
Fer, aluminium et composés	7714	5,000	75,00
Fluorures	7073	10,000	150,00
Indices phénols	1440	0,300	4,50
Manganèse		1,000	15,00
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,100	1,50
Anthracène	1458	0,020	0,30
Biphényle	1584	0,025	0,38
Benzène	1114	0,050	0,75
Ethylbenzène	1497	0,100	1,50
Naphtalène	1517	0,100	1,50
Xylène Méta	-	0,200	3,00
Xylène total	1780	0,200	3,00
Isopropyl benzène	-	0,500	7,50
Toluène	1278	0,150	2,25
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ⁽¹⁾	7088	Étude technico- économique attendue sous 6 mois	
Zinc et ses composés (en Zn) ⁽¹⁾	1383		
Arsenic et ses composés ⁽¹⁾	1369		
Nickel et ses composés (en Ni) ⁽¹⁾	1386		

Mercury ⁽²⁾	1105	Positionnement sur les VLE attendu à l'issue de 4 mesures
PFOS ⁽²⁾	1814	
Dichloromethane ⁽²⁾	1135	

(1) Pour ces substances, les rejets sont actuellement inacceptables compte tenu de la qualité de la Bisten. Suite à la réalisation d'une étude technico-économique, l'exploitant devra se positionner sur des VLE compatibles avec le milieu récepteur pour ces paramètres.

(2) Pour ces substances, la surveillance pourra être arrêtée à l'issue de 4 mesures inférieures à la limite de quantification et après justification auprès de l'inspection des installations classées. A l'issue des 4 mesures prévues, le cas échéant, l'exploitant devra se positionner sur des VLE compatibles avec le milieu récepteur pour ces paramètres.»

Article 3 :

Les prescriptions de l'article 8.1.7 de l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2013 modifié susvisé, en ce qui concerne les fréquences de surveillance des paramètres surveillés pour les points de rejet n°1 et n°3, sont modifiées comme suit :

« Pour les points de rejet n°1 et 3, le suivi des paramètres visés à l'article 3.3.8.1 respecte les modalités suivantes :

Paramètre	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
DBO5	1313	24h asservi débit	Mensuelle
DCO	1314		Mensuelle
MEST	1305		Mensuelle
Azote Global	1551		Trimestrielle
Azote Kjeldahl	-		Trimestrielle
Phosphore total	1350		Trimestrielle
AOX			Trimestrielle
Chrome et ses composés (en Cr)	1389		Trimestrielle
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392		Trimestrielle
Fer, aluminium et composés	7714		Trimestrielle
Fluorures	7073		Trimestrielle
Indices phénols	1440		Trimestrielle
Manganèse			Trimestrielle
Plomb et ses composés (en Pb)	1382		Trimestrielle
Anthracène	1458		Trimestrielle
Bisphényle	1584		Trimestrielle
Benzène	1114		Trimestrielle
Ethylbenzène	1497		Trimestrielle
Naphtalène	1517		Trimestrielle
Xylène Méta	-		Trimestrielle
Xylène total	1780		Trimestrielle
Isopropyl benzène	-		Trimestrielle
Toluène	1278		Trimestrielle
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ⁽¹⁾	7088		Trimestrielle
Zinc et ses composés (en Zn)	1383		Trimestrielle
Arsenic et ses composés	1369		Trimestrielle
Nickel et ses composés (en Ni)	1386		Trimestrielle
Mercury ⁽¹⁾	1105		Trimestrielle

PFOS ⁽¹⁾	1814		Trimestrielle
Dichloromethane ⁽¹⁾	1135		Trimestrielle

(1) Pour ces substances, la surveillance pourra être arrêtée à l'issue de 4 mesures inférieures à la limite de quantification et après justification auprès de l'inspection des installations classées. A l'issue des 4 mesures prévues, le cas échéant, l'exploitant devra se positionner sur des VLE compatibles avec le milieu récepteur pour ces paramètres.

Les résultats des analyses réalisées sont transmis à l'inspection dans le mois suivant leur transmission à l'exploitant. »

Article 4 :

L'exploitant est tenu de réaliser et transmettre à l'inspection des installations classées, sous 6 mois à compter de la date du présent arrêté, une étude technico-économique de redimensionnement des flux maximaux autorisés pour les paramètres suivants de ses rejets aqueux, afin de permettre la compatibilité des rejets des installations au milieu :

- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) ;
- Zinc et ses composés ;
- Arsenic et ses composés ;
- Nickel et ses composés.

Article 5 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Creutzwald et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach – Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 6 :

Voies et délais de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- 1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 7 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Creutzwald sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société Lormafer et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général



Jérôme Seguy